

Inflation, chômage et la planification des récessions : la *Théorie générale* de Keynes et après
Inflation, unemployment and planned recessions: Keynes' *General Theory* and after

Marc Lavoie

Volume 61, numéro 2, juin 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/601327ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/601327ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lavoie, M. (1985). Inflation, chômage et la planification des récessions : la *Théorie générale* de Keynes et après. *L'Actualité économique*, 61(2), 171–199. <https://doi.org/10.7202/601327ar>

Résumé de l'article

L'objectif de cet article est de sortir de l'ombre la théorie des prix et de l'inflation qui se trouve contenue dans la *Théorie générale* de Keynes. Il est montré que Keynes faisait une distinction entre les forces inflationnistes institutionnelles et l'inflation par la demande. Même si Keynes a surtout consacré ses efforts à la résorption du second type d'inflation, ce sont les forces inflationnistes institutionnelles qui le préoccupaient vraiment. Keynes était tout à fait conscient de l'instabilité à la hausse des prix, dans un cadre institutionnel où le plein emploi est une politique gouvernementale assurée. En partie parce qu'il croyait que les hausses de prix n'étaient habituellement pas la conséquence d'une forme de rareté, Keynes rejetait les récessions planifiées comme moyen de combattre l'inflation. Il se serait donc opposé aux politiques économiques prônées par les gouvernements actuels. Mais il n'a pas vraiment proposé de solution alternative.

INFLATION, CHÔMAGE ET LA PLANIFICATION DES RÉCESSIONS : LA « THÉORIE GÉNÉRALE » DE KEYNES ET APRÈS*

Marc LAVOIE

Département de Science économique

Université d'Ottawa

L'objectif de cet article est de sortir de l'ombre la théorie des prix et de l'inflation qui se trouve contenue dans la *Théorie générale* de Keynes. Il est montré que Keynes faisait une distinction entre les forces inflationnistes institutionnelles et l'inflation par la demande. Même si Keynes a surtout consacré ses efforts à la résorption du second type d'inflation, ce sont les forces inflationnistes institutionnelles qui le préoccupaient vraiment. Keynes était tout à fait conscient de l'instabilité à la hausse des prix, dans un cadre institutionnel où le plein emploi est une politique gouvernementale assurée. En partie parce qu'il croyait que les hausses de prix n'étaient habituellement pas la conséquence d'une forme de rareté, Keynes rejetait les récessions planifiées comme moyen de combattre l'inflation. Il se serait donc opposé aux politiques économiques prônées par les gouvernements actuels. Mais il n'a pas vraiment proposé de solution alternative.

Inflation, unemployment and planned recessions: Keynes' 'General Theory' and after. — The purpose of this paper is to present J.M. Keynes' forgotten theory of prices and inflation which is contained in the *General Theory*. It is shown that Keynes distinguished between institutional inflationary forces and demand-led inflation. Although Keynes spent more time on trying to tackle the latter problem, it is with the former that he really was concerned. Keynes was fully aware of the upwards instability of prices, in an institutional context where full employment is a guaranteed government policy. Partly because Keynes considered that rising prices were usually not the consequence of some scarcity, he rejected planned recessions as the means to fight inflation. He would thus have objected to the economic policies pursued by present-day governments. But he did not elaborate on any alternative solution.

* Je veux remercier tout particulièrement le professeur Frédéric Poulon pour ses très nombreuses remarques et critiques formulées dans le cadre de son séminaire Decta III de l'Université de Bordeaux-1. J'ai aussi bénéficié des commentaires des professeurs Jean Denizet (Université de Paris-2), Jan Kregel (Université de Göppingen), Jean-Guy Loranger (Université de Montréal), John McCallum (Université du Québec à Montréal) et Mario Seccareccia (Université d'Ottawa), ainsi que des remarques des lecteurs anonymes de la revue.

1. INTRODUCTION

Malgré l'expérience contemporaine de la « stagflation », l'association des deux termes, inflation et chômage, a longtemps rendu mal à l'aise beaucoup d'économistes. Prétendre présenter une analyse de l'inflation de sous-emploi qui soit fondée sur la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* de John Maynard Keynes apparaît encore plus contradictoire. Les économistes keynésiens ont en effet longuement évacué cette éventualité de leur système d'analyse. Pendant vingt ans les keynésiens cambridgiens ont négligé l'analyse de l'inflation, tandis que les keynésiens néo-classiques ne concevaient qu'une économie avec chômage mais sans inflation, ou une économie de plein emploi sujette à l'inflation. Vers la fin des années cinquante, il s'est déclenché un vaste programme de réflexion sur les liens entre emploi et inflation, mouvement auquel ont participé à la fois les keynésiens cambridgiens et néo-classiques. Par la suite, les économistes monétaristes ont relancé la discussion. Malgré cela, l'analyse des prix contenue dans la *Théorie générale* est restée passablement ignorée de la majorité des économistes.

Il y a plusieurs raisons à cela. Premièrement, le chapitre 21, « la théorie des prix », où Keynes traite du problème des prix et de l'inflation, est un chapitre court, qui termine en quelque sorte la *Théorie générale*. Sa place, après le récapitulatif des idées majeures de la *Théorie générale*, et juste avant diverses notes succinctes plus ou moins philosophiques, en a fait un chapitre de peu d'importance et donc souvent omis par ses lecteurs. Deuxièmement, il est clair que toute analyse économique dont l'ambition est d'offrir des recommandations de politique économique est nécessairement influencée par le contexte et l'environnement économiques de l'époque à laquelle elle a été formulée. Keynes, s'il a connu les grandes périodes d'hyperinflation en Allemagne et en Autriche, n'a pas vécu une importante période de stagflation. Son message se rapporte à une époque où certains des mécanismes de régulation différaient de ceux d'aujourd'hui, ou à tout le moins à une époque où les mécanismes actuels de régulation avaient une importance moindre¹. Troisièmement, bien que l'inflation préoccupe Keynes, celui-ci n'apporte qu'une certaine gamme de solutions pour l'empêcher d'apparaître, et il ne présente guère de moyens pour contenir la hausse des prix une fois le processus inflationniste déclenché. En fait, les politiques prônées par Keynes dans ce domaine se rapportent principalement à une économie de guerre opérant au niveau du plein emploi². Elles ne peuvent donc avoir qu'un intérêt indirect pour la situation économique contemporaine.

1. Dans les premiers plans de la *Théorie générale*, datant de 1932, Keynes projette de consacrer quatre chapitres aux prix [JMK xxix, p. 49]. Ceci nous amène à notre troisième explication de l'oubli de la *Théorie générale* par les spécialistes de l'inflation : peut-être Keynes s'est-il lui-même rendu compte qu'il n'avait pas beaucoup à en dire.

2. Ces recommandations de politique sont discutées en particulier dans les volumes ix, xxi, xxiv, xxvi et xxvii des oeuvres complètes de Keynes (que nous identifierons désormais par JMK ix, JMK xxi, JMK xxiv, etc.).

Enfin, bien que la *Théorie générale* traite de l'emploi et de quantités réelles, elle est avant tout une analyse monétaire. Keynes décrit une économie monétaire de production [Kregel 1980, p. 33]. L'effort qu'il fait au début des années trente pour identifier les caractéristiques propres à une telle économie, par opposition aux propriétés des modèles économiques où la monnaie est neutralisée, est fort éloquent pour tout lecteur des premières ébauches de la *Théorie générale* [JMK xxix, pp. 76-101]. La synthèse néo-classique, avec son modèle IS-LM, ayant eu pour objet de revenir à une étude des quantités réelles, l'économie dominante a dû omettre la plupart des éléments qui, dans le Keynes de la *Théorie générale*, faisaient la jonction entre la théorie de la production et la théorie monétaire. Le chapitre 21, est l'un de ces éléments. C'est là, principalement, que Keynes établit un lien entre le niveau de production et le niveau des prix.

Bien que Keynes ne propose pas vraiment de réponse au problème de l'inflation, il n'en demeure pas moins que la *Théorie générale* contient une intéressante analyse de la formation des prix. Cette analyse a été largement ignorée par les économistes, si ce n'est d'un article récent de Jan Kregel [1979]. Notre ambition n'est pas de concurrencer la précision et l'érudition de cette étude. Plutôt, nous essaierons, en tirant avantage des lettres et des articles postérieurs à la *Théorie générale*, de voir comment a évolué la pensée de Keynes. Tout d'abord nous étudierons la typologie des hausses de prix présentée par Keynes; nous verrons ensuite les politiques économiques que Keynes associait à cette typologie; enfin, nous verrons dans quelle mesure cette analyse correspond aux théories et aux phénomènes contemporains d'inflation de sous-emploi. En particulier, nous découvrirons que les politiques actuelles de récessions planifiées, similaires aux politiques anti-inflationnistes prônées à l'époque pré-keynésienne, sont l'inéluctable conséquence des lacunes des explications traditionnelles de l'inflation.

Pour notre étude, outre la *Théorie générale*, nous nous sommes surtout servis des volumes des oeuvres complètes de Keynes qui concernent ses diverses activités entre 1931 et 1946. En effet, avant la parution de la *Théorie générale*, les rares lecteurs des ébauches (Joan Robinson en particulier) n'ont rien trouvé à redire aux propos de Keynes sur les prix [JMK xiii]. Après la parution de la *Théorie générale*, les débats académiques ont porté sur des sujets plus brûlants d'actualité.

2. LES TROIS TYPES D'INFLATION DANS LA «THÉORIE GÉNÉRALE»

Avant d'aller plus avant, peut-être est-il préférable de présenter brièvement le cadre théorique dans lequel la *Théorie générale* a été rédigée. Keynes fait face à la traditionnelle distinction entre théorie de l'entreprise et théorie de la monnaie. Plus précisément, d'un côté il y a la théorie de la concurrence parfaite, et de l'autre la théorie quantitative. Keynes cherche

à se dégager de l'une et de l'autre théories, et surtout il veut se libérer de la dichotomie qui s'est emparée de la science économique. Dans les premières pages de son chapitre sur les prix, Keynes se plaint ainsi de ses collègues économistes :

« Tant que les économistes s'occupent de ce qu'on appelle la Théorie de la Valeur, ils ont été habitués à enseigner que les prix sont régis par les conditions de l'offre et de la demande. Les variations du coût marginal, notamment, et l'élasticité de l'offre dans la courte période jouent dans leur formation un rôle prépondérant. Mais, lorsque dans un tome II ou plus souvent dans un ouvrage séparé, ces économistes abordent la Théorie de la Monnaie et des Prix, on n'entend plus parler de ces notions élémentaires sans doute, mais faciles à comprendre. On évolue dans un monde où les prix sont gouvernés par la quantité de monnaie, par sa vitesse de transformation du revenu, par le rapport entre la vitesse de circulation et le volume des transactions, par la thésaurisation, par l'épargne forcée, par l'inflation et la déflation, et tous autres facteurs de même ordre ». [JMK vii, p. 292 ; version française, pp. 293-4].

Dans la préface de l'édition française de 1939 de son ouvrage, Keynes explicite sa pensée : « L'analyse suivante montre comment nous avons fini par échapper aux confusions de la Théorie Quantitative qui nous avait parfois induit en erreur » [JMK vii, p. xxiv ; v.f., pp. 7-8]. Il est important de garder ces passages en mémoire lorsqu'il s'agit d'interpréter ou de juger la *Théorie générale*. Si Keynes n'apparaît pas toujours comme un révolutionnaire, ou s'il nous semble parfois poursuivre un combat d'arrière-garde, c'est qu'il fait face à la force d'inertie des idées du passé et des idées dominantes de son époque³.

Cet avertissement donné, quelles sont les situations de hausses de prix considérées par Keynes dans son ouvrage de 1936 ? Elles sont au nombre de trois. Les hausses de prix sont fondamentalement dues aux trois facteurs suivants :

- (i) les rendements décroissants ;
- (ii) les hausses de salaire monétaire ;
- (iii) la hausse de la demande en situation de plein emploi.

Ces trois formes d'inflation ne sont pas trois alternatives, mais elles s'enchaînent les unes aux autres. Keynes cherche à décrire des processus historiques : c'est certainement le cas lorsqu'il explique les hausses de prix.

3. C'est en particulier l'opinion de Nicholas Kaldor [1983]. Selon celui-ci, les failles de l'analyse de Keynes sont dues aux difficultés qu'il a rencontrées pour se désengager de l'état de la théorie traditionnelle de son époque. Keynes lui-même l'a aussitôt reconnu puisqu'il écrivait dans sa préface cette phrase fameuse : « La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes » [JMK vii, p. viii ; v.f., p. 11]. Or nous savons que Keynes avait initialement été un féroce défenseur de l'orthodoxie quantitative [Kahn 1978, pp. 546-7].

Il n'y a pas dans la *Théorie générale* de théorie universelle de l'inflation qui soit valable partout et en tout temps. Bien au contraire, selon l'évolution de la conjoncture, les causes fondamentales de l'inflation peuvent changer. Pour chaque étape de la reprise économique, il existe des causes et une explication différentes des hausses de prix. Nous allons maintenant étudier une à une chacune des trois phases distinguées par Keynes⁴.

2(a) *Les coûts marginaux croissants*

Voulant (anachroniquement) se libérer de la dichotomie microéconomie / macroéconomie, Keynes affirme que « le niveau général des prix et les prix individuels sont déterminés d'une façon strictement identique, c'est-à-dire qu'ils dépendent de l'offre et de la demande » [JMK vii, p. xxiv ; v.f., p. 8]⁵. Procédant alors à une double agrégation (industrie, économie), Keynes déduit de la courbe de coût marginal de l'entreprise marshallienne et des postulats de maximisation traditionnels qu'un accroissement du niveau d'activité entraînera une hausse générale des prix⁶.

Pourquoi Keynes accepte-t-il sans contester l'hypothèse des rendements décroissants ? Les économistes néo-classiques les justifient en postulant une fonction de production dont les dérivées secondes sont négatives. Pour Keynes, les coûts marginaux croissants ne sont pas le résultat

4. Keynes identifie une quatrième circonstance, celle conduisant à une hausse sectorielle des prix. Keynes s'y réfère à deux reprises, en particulier lorsqu'il cherche à aller au-delà du multiplicateur de revenu *d'équilibre*. Keynes considère le cas où : [L'augmentation] de l'emploi dans les industries produisant les biens de capital est si complètement imprévue qu'il n'y a tout d'abord aucun accroissement dans la production des biens de consommation. Dans ce cas, les efforts des individus nouvellement employés dans les industries produisant les biens de capital pour consommer une certaine proportion de leurs revenus supplémentaires feront monter les prix des biens de consommation... » [JMK vii, p. 123 ; v.f., p. 139].

On reconnaît là les idées du *Treatise on Money* [JMK v], en particulier les équations dites fondamentales, où le niveau des prix des biens de consommation est une fonction de l'écart entre investissement et épargne. Si l'investissement s'est accru de façon indépendante, c'est-à-dire si la production des biens de consommation est momentanément fixe et si ceux qui touchent des revenus issus du secteur des biens en capital ne les épargnent pas, les prix du secteur consommation seront plus élevés. Keynes décrit là une hausse de prix due à un déséquilibre structurel, ou à un manque d'information ou de prévision. Pour Keynes cependant, un tel déséquilibre ne peut être que temporaire, et il ne peut être responsable d'une hausse continue des prix [JMK vii, p. 289]. Sitôt l'excès de demande résorbé par l'ajustement à la hausse de la production des biens de consommation, ces biens ne bénéficieront plus d'une prime de rareté.

5. Cette idée avait été introduite et défendue avec succès par Richard Kahn [1931]. Ce n'est qu'après la *Théorie générale* que Keynes se référera à Kahn [JMK vii, p. 400 n. 1].

6. Keynes n'a donc rien retenu des contributions alors récentes de Sraffa [1926]. La raison en est sans doute que Keynes n'avait reçu qu'une formation très rudimentaire en microéconomie et qu'il ne s'y était jamais trop intéressé par la suite. Selon Joan Robinson, Keynes n'a jamais consacré plus que quelques minutes aux fondements de la théorie de la valeur. Ceci explique aussi que Keynes préfère s'en remettre au modèle marshallien traditionnel de l'entreprise.

d'une métaphysique fonction de production : la hausse des coûts variables par unité est conséquente à l'utilisation de facteurs hétérogènes de moins en moins efficaces [JMK vii, pp. 299-300 ; v.f., p. 300]. Pour ce qui est des machines, Keynes suppose que les usines ou les machines les plus efficaces seront d'abord utilisées pour répondre à la demande⁷. Il en va de même pour les travailleurs. Keynes suppose que les employés les mieux formés et les plus productifs seront les premiers à se trouver un emploi (ou à le garder en période de récession). Mais si les nouveaux arrivants sont davantage rémunérés selon leurs efforts que selon leur productivité, le coût par unité de production sera à la hausse [JMK vii, p. 42]. Ainsi, tandis que les fonctions de production traditionnelles (calquées sur la théorie de l'utilité marginale décroissante) font appel à la notion de marge intensive, la présentation de Keynes est fondée sur le concept de marge extensive analogue à la théorie de la rente de Ricardo.

Cependant Keynes va considérablement réviser par la suite l'analyse présentée ci-dessus. L'occasion lui en sera donnée par la publication de différents articles par Dunlop, Tarshis et Kalecki, lesquels montraient qu'il existait une relation statistique positive entre salaires réels et emplois, relation qui minait à la fois la théorie orthodoxe de l'emploi et l'hypothèse des coûts marginaux croissants. Dans un article pour l'*Economic Journal* de mars 1939 [JMK vii, p. 394-412), Keynes, sans pour autant accepter cette relation comme définitive, cherche à en donner une explication. En fait, il en identifie deux : premièrement la courbe du coût marginal n'est pas croissante ; deuxièmement les entrepreneurs ne fixent pas leurs prix en fonction du coût marginal. Keynes en effet se rend aux arguments de Kalecki [1938] et admet, tant que l'on reste éloigné du niveau de production correspondant à la pleine capacité d'une usine, que les coûts marginaux puissent être constants ou même décroissants. Cependant Keynes continue à affirmer que l'entreprise doit atteindre une taille critique lorsqu'elle s'approche de sa capacité maximale, taille à partir de laquelle les coûts marginaux seront croissants [JMK vii, p. 405]. Keynes admet que dans la *Théorie générale* il n'a considéré que cette dernière situation, et qu'il est fort possible que les entreprises se trouvent le plus souvent en-deça de ce point critique, c'est-à-dire là où les coûts marginaux sont constants.

D'autre part, Keynes remet en cause l'hypothèse traditionnelle selon laquelle les entrepreneurs prennent une décision à la marge [JMK vii, p. 407]. Il se réfère à la concurrence imparfaite et au fait que les économistes semblent être seuls à se préoccuper des coûts ou des revenus

7. C'est d'ailleurs ce que postule aussi Malinvaud [1980, p. 96] pour éviter les déficiences de l'analyse en termes de fonction de production.

marginiaux⁸. À partir du moment où les entrepreneurs préfèrent fixer leurs prix en fonction des coûts moyens, et puisque ceux-ci seront le plus souvent décroissants malgré des coûts marginaux croissants, on comprend qu'une expansion de l'activité ne mène pas nécessairement à une baisse des salaires réels, ni à une hausse de prix⁹.

Comme nous le verrons plus loin, cet article de 1939 permet de jeter une lumière nouvelle sur la position de Keynes face à la relation entre les prix et une activité économique accrue.

2(b) *La semi-inflation*

La semi-inflation est pour Keynes la seconde phase du processus historique de hausse des prix. Lors de la première phase les prix augmentent à cause des « rendements décroissants ». Dans la seconde, les taux de rémunération des facteurs de production, en particulier les salaires, augmentent aussi. Pourvu que les entrepreneurs fixent les prix selon les coûts marginaux, la hausse du taux de salaire entraîne nécessairement une hausse subséquente des prix. C'est ce que Keynes appelle la semi-inflation. Pour Keynes, ces hausses de salaire et de prix ne constituent pas une véritable inflation, car elles s'accompagnent d'un accroissement de la production. La véritable inflation, comme nous le préciserons plus loin, est une hausse de la demande qui ne pousse qu'une hausse des prix [JMK xxi, pp. 404-5].

Dans la *Théorie générale*, et immédiatement après, la semi-inflation est surtout présentée comme étant la résultante de l'enchaînement dû à une activité accrue, à des coûts marginaux croissants et aux augmentations de prix subséquentes à ces derniers. La semi-inflation de Keynes comporte donc des éléments de spirale prix/salaires. Ceci est particulièrement clair dans deux lettres de Keynes datées du printemps 1936 :

“...According to my theory, the rise of prices during a boom is due partly to the rise in the wage unit and partly to...decreasing returns and the employment of less efficient factors” [JMK, xxix, p. 223].

“I have picked out these two factors, namely the tendency of wages to rise and the non-homogeneity of resources, as my sole explanation of rising prices during a boom prior to true inflation” [JMK xxix, p. 228].

8. La fameuse étude de Hall et Hitch [1939] sur le comportement des entrepreneurs était publiée presque simultanément. D'autre part, la doctrine des *prix administrés* de Gardiner Means était alors bien connue. D'ailleurs, Keynes utilise à deux reprises le terme 'prix administré' dans la *Théorie générale* [JMK vii, pp. 268, 270].

9. Mais alors même qu'il abandonne la théorie des prix traditionnelle, Keynes n'oublie pas le secteur particulier des matières premières, où le concept de rareté peut jouer un rôle. Il s'est en effet longuement exprimé sur la nécessité du contrôle des variations de leurs prix [JMK xxvii, pp. 105-202].

Dans la *Théorie générale*, Keynes prétend que les hausses de salaire ne rattrapent jamais les hausses de prix [JMK viii, p. 301]. La raison en est que Keynes cherche à préserver le postulat (néo)classique selon lequel une hausse de l'emploi engendre une baisse du salaire réel, même si les salaires nominaux sont en hausse. Mais même avant son article de 1939 dans l'*Economic Journal*, Keynes n'y croit plus guère. Au contraire, il souligne l'inanité des efforts ayant pour but de diminuer le salaire réel en élevant les prix, puisque les salaires y sont indexés. « Aujourd'hui, la plupart des taux de salaire sont liés de façon contractuelle à l'indice du coût de la vie, si bien que les deux se déplacent ensemble » [JMK xxii, p. 44].

Ceci nous amène à parler de la prétendue illusion monétaire dont seraient victimes les travailleurs de la *Théorie générale*. Les premiers responsables de la synthèse néo-classique, en particulier W. Leontief [1936] qui suivait en cela les idées avancées par Pigou pour contrer les politiques d'investissement public prônées par Keynes, ont souvent fait remarquer que le modèle de Keynes n'était cohérent que parce que celui-ci postulait que les travailleurs négociaient un salaire monétaire plutôt que réel. Cette hypothèse de comportement irrationnel est inutile dès lors qu'on rejette le postulat néo-classique des rendements décroissants. Keynes lui-même en était tout à fait conscient. Dans son article de 1939, il rejette ce qui deviendra l'explication traditionnelle des déplacements le long de la courbe de Phillips, à savoir qu'une politique expansionniste du gouvernement ne parvient à diminuer le chômage (volontaire) que parce qu'elle réussit momentanément à tromper les travailleurs, la hausse des salaires monétaires de ceux-ci camouflant la baisse de leur salaire réel (due aux taux d'accroissement supérieur préalable des prix). Car « si l'on récuse la tendance à la baisse des salaires réels en période d'accroissement de la demande, cette explication doit forcément être abandonnée » [JMK vii, p. 401].

Par son rejet du postulat des rendements décroissants, Keynes nous prive de l'enchaînement justifiant la seconde phase du processus inflationniste. Or la semi-inflation existe, sur le plan historique son importance est certaine [JMK vii, p. 302]. Keynes est convaincu qu'en période de prospérité « les salaires vont grimper régulièrement malgré nos meilleurs efforts » [JMK xxvi, p. 38]. Comment la semi-inflation peut-elle alors apparaître? Pour répondre, il nous faut voir comment Keynes explique la détermination des salaires *monétaires*.

Tandis que la plupart des auteurs modernes postulent que le travailleur évalue son salaire réel, Keynes lui pense que les groupes de travailleurs observent principalement leur salaire *relativement* à celui des autres groupes de travailleurs. Keynes s'est longuement expliqué sur ce qu'il

considère comme un problème identique à celui du dilemme du prisonnier :

« Bien que la compétition des individus ou des groupes d'individus autour des salaires nominaux soit souvent censée déterminer le niveau général des salaires réels, en fait cette compétition a un autre objet... Tout individu ou groupe d'individus qui consent à une réduction de ses salaires nominaux par rapport à ceux des autres individus ou groupe d'individus subit une réduction *relative* de salaire réel, qui suffit à justifier sa résistance...

En d'autres termes, la compétition autour des salaires nominaux influe surtout sur la *répartition* du salaire réel global entre les groupes de travailleurs et non sur son montant moyen par unité de travail, lequel dépend... d'une autre série de facteurs. La coalition entre les travailleurs d'un certain groupe a pour effet de protéger leur salaire réel *relatif*. Quant au niveau *général* des salaires réels, il dépend des autres forces du système économique » [JMK vii, pp. 13-14 ; v.f., pp. 39-40].

Selon Keynes, les hausses de prix sont le résultat de deux forces : d'une part, les employés et leurs syndicats tentent constamment, mais avec plus de succès lorsque l'économie est en expansion, d'obtenir des augmentations de salaire monétaire ; d'autre part, les employeurs, lorsque les affaires vont bien et qu'ils espèrent récupérer par leurs ventes les hausses de salaires consenties, se livrent à une certaine concurrence pour obtenir une main-d'oeuvre qualifiée [JMK vii, p. 301 ; JMK xxii, p. 229]. En conséquence, pour protéger son pouvoir d'achat *relatif* en période d'expansion, chaque groupe de travailleurs se doit d'exiger une hausse de salaires puisqu'il est possible qu'un employeur moins intransigeant ou plus pressé par l'urgence d'un accroissement de production consente des augmentations à d'autres groupes de travailleurs. Comme l'écrit Keynes :

« Le fait que l'unité de salaire puisse accuser une tendance à la hausse avant que le plein emploi soit atteint n'appelle pas beaucoup de commentaires ou d'explications. Puisque chaque groupe de travailleurs tire avantage, toutes choses restant égales, d'une hausse de ses propres salaires, il s'exerce naturellement, de la part de la main-d'oeuvre dans son ensemble, une pression dans le sens de la hausse, à laquelle les entrepreneurs cèdent plus volontiers lorsqu'ils font de meilleures affaires » [JMK vii, p. 301 ; v.f. p. 301].

“ *If the trade union leaders now in authority were to agree to divest themselves of the power to demand higher wages, an agitation would arise to replace them by others not thus restricted* » [JMK xxii, p. 228].

Le taux d'augmentation des salaires dépend, selon Keynes, du rapport de forces entre employeurs et employés. Ainsi, Keynes affirme que la stabilité relative des prix des années 1820-1914 est due au fait que pendant cette période le chômage, bien qu'à un niveau supportable, était tout de même suffisamment important pour permettre aux employeurs « d'empêcher l'unité de salaire de s'élever beaucoup plus vite que le

rendement de la production » [JMK vii, p. 308 ; v.f., p. 309]. Comme le dit Keynes, « la lutte dont les salaires nominaux sont l'objet ... a des chances, lorsque l'emploi augmente, de se faire plus intense » [JMK vii, pp. 252-3 ; v.f., p. 258]. On a là une vision qui se rapproche sensiblement de celle associée à la courbe de Phillips. Keynes, cependant, refuse d'aller au-delà. Les augmentations nominales de salaire ne dépendent pas, selon lui, de la confrontation d'une offre et d'une demande de travail. Keynes préfère se référer à des « points de discontinuité [qui] dépendent de l'état d'esprit des travailleurs ainsi que de la politique des employeurs et des syndicats ouvriers » [JMK vii, p. 301, v.f., p. 302]. Ce sont principalement des considérations psychologiques, politiques et institutionnelles qui fixent la hausse des salaires nominaux. Les états de semi-inflation « se prêtent mal aux généralisations théoriques » [JMK vii, p. 302 ; v.f., p. 302].

Pour ce qui est des prix en longue période, Keynes est beaucoup plus explicite. Les hausses de prix sont fonction directe des hausses du taux de salaire monétaire, par rapport au taux de progrès technique. L'offre de monnaie ne détermine aucunement la hausse des prix à *long terme* [JMK vii, p. 31].

« Quant à la stabilité ou à l'instabilité des prix dans la longue période, elle est fonction de la rapidité avec laquelle l'unité de salaire (ou plus exactement l'unité de coût) tend à croître par rapport au rendement du système productif » [JMK vii, p. 309 ; v.f., p. 310].

L'importance de cette relation simple entre salaires et prix se retrouve également à court terme lorsque Keynes définit la fonction d'offre globale¹⁰:

« ... Si les salaires sont constants et si les autres coûts de facteur sont proportionnels à la masse des salaires, la fonction de l'offre globale est linéaire, sa pente étant donnée par l'inverse du salaire nominal » [JMK vii, p. 56 ; v.f., p. 76].

2(c) *L'inflation absolue*

Bien que Keynes n'accorde que peu d'importance à l'accroissement de la quantité de monnaie pour ce qui est du niveau général des prix, il n'en reste pas moins que Keynes considère une troisième phase inflationniste dans la *Théorie générale*, phase qu'il appelle d'inflation absolue ou véritable [JMK vii, pp. 118-9, 303]. Il s'agit d'une inflation de plein emploi, et non de sous-emploi, où tout accroissement de la demande effective se répercute sur les prix et non sur les quantités, ces dernières ne pouvant plus s'accroître faute de ressources libres. Selon Keynes, seule cette phase

10. Keynes a d'ailleurs tendance à inclure dans le mot *salaires* l'ensemble des rémunérations versées aux ménages (cf. JMK xx, p. 45). Nell [1978] a donné une excellente analyse graphique des implications de la citation qui suit.

correspond à celle qui est décrite par la théorie quantitative de la monnaie que Keynes lui-même avait adoptée dans sa *Réforme monétaire* [JMK iv].

« Ceci signifie qu'on a atteint une situation où la Théorie Quantitative de la Monnaie sous sa forme grossière est pleinement vérifiée... ; car le volume de la production ne change pas tandis que les prix montent dans une mesure exactement proportionnelle à $M \times V$ » [JMK vii, p. 289 ; v.f., p. 292].

Selon Keynes, il importe de distinguer cette inflation de demande de la semi-inflation résultant d'un accroissement des coûts. Dans la *Théorie générale*, Keynes admet qu'en pratique la démarcation est plutôt arbitraire [JMK vii, p. 303]¹¹. Cependant comme nous le verrons plus loin, cette division que fait Keynes est indispensable à toute proposition de politique économique. Dans une lettre au *Times* de mars 1937, Keynes pose précisément la distinction présentée dans la *Théorie générale* :

“ To begin with what do we mean by ‘inflation’? If we mean by the term a state of affairs which is dangerous and ought to be avoided... then we must not mean by it merely that prices and wages are rising. For a rising tendency of prices and wages inevitably, and for obvious reasons, accompanies any revival in activity... It is when increased demand is no longer capable of materially raising output and employment and mainly spends itself in raising prices that it is properly called inflation. When this point is reached, the new demand merely competes with the existing demand for the use of resources which are already employed to the utmost ” [JMK xxi, pp. 404-5].

Il ne fait aucun doute que Keynes considérait l'inflation par la demande comme un sérieux problème. De fait, une grande partie de ses efforts pendant la deuxième guerre mondiale furent consacrés à éviter ce fléau à l'Angleterre. Keynes est d'ailleurs convaincu que *lorsque* les conditions de plein emploi sont *réalisées*, l'économie (néo)classique de l'affectation optimale des ressources retrouve toute sa force et toute sa vérité. « La théorie précédente [pré-keynésienne] est celle qui fonctionne sous les conditions de plein emploi intérieur » [JMK xxvii, p. 390 ; cf. JMK vii, pp. 378-9]. Cependant, du point de vue pratique, ajoute Keynes, la compréhension et le contrôle de l'inflation par la demande ne posent pas de problème insurmontable. « L'inflation de cette sorte est un facteur temporaire que nous avons appris à bien garder sous contrôle » [JMK xxvii, p. 417].

3. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ANTI-INFLATIONNISTE DE KEYNES

Dans la *Théorie générale* même, Keynes ne fait aucune recommandation pratique pour lutter contre l'inflation. Il se contente de constater des phénomènes historiques et d'en donner une explication (une causalité) compatible avec sa théorie de l'emploi ou avec les faits économiques ou les

11. C'est le début des débats entre partisans du *cost-push* et partisans du *demand-pull* (cf. JMK vii, p. 289).

postulats (néo)classiques qui lui semblent établis. Keynes poursuit une analyse plus rigoureuse en termes de calculs d'élasticités, mais quelques pages plus tôt, il indique clairement au lecteur que cette formalisation ne lui semble pas très pertinente [JMK vii, pp. 297-8]. Ce manque d'intérêt pour les politiques anti-inflationnistes s'explique naturellement par l'environnement économique de la première moitié des années trente.

3(a) *Un Keynes hayékien ?*

En janvier 1937 cependant, tandis que l'économie britannique semble être sur le chemin de la reprise, Keynes propose de mettre un frein à l'expansion de la demande globale, malgré un taux de chômage aussi élevé que 11 ou 12%. La lecture des différentes lettres au *Times* de Londres, rédigées par Keynes à cette époque, ne sont pas très explicites quant aux raisons qui motivent la prise de position de celui-ci [JMK xxi, pp. 384-434]¹². Il semble que Keynes soit préoccupé par l'*affectation* de la demande. La demande globale semblant suffisante pour soutenir une expansion soutenue, Keynes veut éviter que la combinaison d'investissements publics discrétionnaires importants et d'investissements privés engendrés par la reprise ne mène à des goulots d'étranglement, et donc à des hausses de prix et à des profits excessifs. Pourquoi? C'est que ces derniers conduisent à des prévisions exagérées et donc mènent à des investissements privés injustifiés. Lorsque les entrepreneurs s'en aperçoivent, la crise est en formation [JMK xxi, p. 387].

On a là une théorie très hayékienne de la crise. Pour Hayek [1948], la chute de l'investissement et l'apparition du chômage sont dues à la trop faible rentabilité du capital fixe, laquelle fait suite à des investissements trop massifs, eux-mêmes générateurs d'une demande excessive de biens de consommation. Tout ceci entraîne un déséquilibre dans les prix relatifs des biens d'investissement et des biens de consommation. Cette vision autrichienne du chômage est l'ancêtre de la courbe de Phillips à pente positive proposée par Milton Friedman. Ce dernier se réfère d'ailleurs à Hayek lorsqu'il justifie cette pente inhabituelle [1977, p. 467]. Selon Friedman, des taux d'inflation élevés perturbent l'information, camouflent les prix relatifs, empêchent le système de marché d'opérer et font ainsi augmenter le taux de chômage naturel.

On ne peut cependant pas dire que Keynes a finalement cédé face aux arguments avancés par son grand adversaire intellectuel de l'époque,

12. Ces lettres au *Times* sont le sujet d'un virulent débat entre T.W. Hutchinson [1977] et R. Kahn, le premier y voyant là l'ébauche d'une politique « anti-keynésienne », défavorable au plein emploi. Les contre-arguments de Kahn sont repris et développés dans un article [Kahn 1978, pp. 553-7].

Friedrich Hayek¹³. Dans ses écrits ultérieurs, cette théorie de l'inflation et du chômage par « prévisions injustifiées » ne réapparaît plus. L'article de l'*Economic Journal* de 1939 auquel nous nous sommes déjà référés illustre bien cette constatation. Keynes y admet que si les coûts marginaux sont décroissants ou constants pour une large plage de production (jusqu'au point de capacité maximale), alors ses arguments en faveur d'une politique expansionniste extrêmement prudente perdent de leur valeur. L'accroissement de la demande globale n'entraînera pas nécessairement des hausses de prix et des profits excessifs, ni donc de hausses de salaires subséquentes. En effet, si les entreprises se gardent généralement une vaste réserve de capacité, l'accroissement de la demande effective se répercutera presque exclusivement sur les quantités.

« If, indeed the shape of the marginal-cost curve proves to be such that we tend to be living, with conditions as they are at present, most often to the left than to the right of its critical point, the practical point for a planned expansionist policy is considerably reinforced; for many caveats to which we must attend after this point has been reached can be, in that case, frequently reflected. In taking it as my general assumption that we are often or the right of the critical point, I have been taking the case in which the practical policy which I have advocated needs the most careful handling » [JMK vii, p. 406].

Malgré ce qui précède, Keynes reste tout de même préoccupé par certains aspects *structurels* de la demande. En particulier, Keynes est très concerné par le rôle inflationniste que peuvent jouer les produits importés, biens de consommation qui seront inclus dans l'index du coût de la vie des travailleurs ou biens intermédiaires qui sont inclus aux coûts de production [JMK xxvii, pp. 385, 417]. De là son grand intérêt pour les projets de stabilisation du prix international des matières premières [JMK xxvi, p. 38].

3(b) *Un Keynes socialiste ?*

De même que les hausses de prix passent par des phases différentes, les inquiétudes de Keynes vis-à-vis l'existence d'un engrenage inflationniste se concentrent sur des aspects différents du problème. Comme nous l'avons signalé dans la section 2(c), Keynes s'est rapidement persuadé que la régulation de la demande effective pouvait se faire avec beaucoup de succès, à la hausse ou à la baisse, si le gouvernement n'hésitait pas à planifier l'investissement public [JMK xxi, p. 394], à utiliser et à modifier le système d'imposition [JMK xxii, p. 227], et à contrôler l'investissement

13. Alain Parguez [1981] analyse les différents points de désaccord entre Hayek et Keynes et il en montre l'enjeu pour la théorie et la politique macroéconomiques contemporaines.

privé [JMK xxi, p. 438]¹⁴. Malheureusement, il n'en va pas de même pour la semi-inflation, celle que Keynes assimile à l'inflation *par les coûts*, plus particulièrement *par les salaires*. Selon Keynes, « il est évident que la politique salariale soulève des questions politiques et psychologiques extrêmement délicates, qui ne peuvent être traitées que par une politique *de confiance*, simple et imaginative » [JMK xxii, p. 223]. Pour Keynes, il est évident que l'approche du plein emploi engendre des hausses de salaire qui sont incompatibles avec les progrès de la productivité dans l'économie. Comme nous l'avons expliqué plus haut, ceci est le résultat du relâchement général de la concurrence par les prix sur le marché des biens puisque la demande est forte dans tous les secteurs, et c'est la conséquence de la lutte inter-syndicale pour l'accroissement des salaires *relatifs* de chaque groupe de travailleurs.

Keynes s'est longuement expliqué sur la nécessité d'empêcher la chute des salaires monétaires en cas de récession. Mais il est difficile de trouver chez lui des arguments *économiques* aussi convaincants pour justifier la nécessité de stabiliser le taux de salaire nominal en période d'expansion¹⁵. Cependant ces arguments existent. D'abord, comme tous les économistes, Keynes souligne l'inéquité de tout processus inflationniste pour ceux dont les revenus en termes monétaires sont surtout fixes [JMK xxii, p. 44]. Mais surtout, et c'est là un aspect beaucoup plus fondamental, Keynes affirme que la renégociation continuelle du taux de salaire ne peut profiter qu'aux groupes les plus puissants, *aux dépens des plus faibles* [JMK ix, p. 211]. Ainsi l'équité est constamment remise en cause lorsque les salaires monétaires sont flexibles, et ceci, étant donné les institutions et la nature humaine existantes, mène à des luttes inutilement épuisantes, qui gaspillent les énergies de la nation. Dans la *Théorie générale*, Keynes se réfère aux baisses de salaire, mais il est clair que les mêmes propos s'appliquent avec plus de véracité encore pour ce qui est des hausses de salaire.

« La baisse [des salaires] ne peut être obtenue qu'aux prix d'une série de fléchissements graduels et désordonnés, qu'aucun critère de justice sociale ou d'opportunité économique ne justifie, et qui ne s'accomplissent d'ordinaire

14. En particulier, Keynes rejette complètement tout contrôle de la demande globale par la manipulation à la hausse des taux d'intérêt [JMK xxi, p. 388-90], comme il le faisait déjà dans la *Théorie générale* (chap. 22, sect. III et VI) et dans ses écrits antérieurs [JMK ix, chap. 5].

15. Pour trouver ces arguments, certains auteurs se réfèrent à l'incompréhensible chapitre 17 de la *Théorie générale*, où Keynes affirme qu'une économie monétaire requiert des salaires nominaux stables [JMK vii, pp. 236-9; v.f., pp. 244-6]. Ils en déduisent que ceux-ci devraient constituer l'objectif d'une politique économique. Je n'ai jamais trouvé très convaincant ce type d'argument anti-inflationniste. En longue période, Keynes indique d'ailleurs sa préférence pour des hausses de salaire nominal [JMK vii, p. 271; v.f., p. 274]. En courte période, c'est contre des baisses du salaire monétaire que Keynes exprime sa préférence pour des salaires nominaux stables [JMK vii, ch. 19].

qu'après des luttes vaines et désastreuses, où ceux qui se trouvent dans la position de négociation la plus faible pâtissent comparativement aux autres » [JMK vii, p. 267 ; v.f., p. 271].

3(c) *Un Keynes marxiste ?*

La raison essentielle qui justifie la nécessité de stabiliser les prix (et donc les salaires par unité d'output) est cependant toute autre. Elle est paradoxale. L'inflation est maléfique parce qu'elle mène au sous-emploi. En effet, l'inflation peut être défavorable à certains intérêts constitués puissants, en particulier ceux qui touchent des revenus fixes de propriété. Pour défendre leur place dans la société, ces derniers peuvent prôner et faire adopter des politiques anti-inflationnistes dont le principal impact est de créer du chômage.

“If money wages rise faster than efficiency, this aggravates the difficulty of maintaining full employment, and, so far from being a condition of full employment, it is one of the main obstacles which a full employment policy has to overcome” [JMK xxvi, p. 37].

Voilà pourquoi l'inflation par les coûts, ou ce que Keynes appelle la semi-inflation, est un véritable problème auquel Keynes pense qu'il est important de trouver une solution. Autrement, l'avenir du capitalisme, ou l'avenir des politiques de plein emploi, se trouve fortement compromis. Cette prise de position est tout à fait compatible avec les remarques contemporaines de Michael Kalecki [1943] sur le même sujet. Comme Keynes, Kalecki s'inquiète des réactions politiques des *rentiers* qui se « fatiguent » du boom, se sentant « oubliés » en période d'expansion. Selon Kalecki, la position de force acquise par les travailleurs dans le cadre d'une politique de plein emploi et le manque de concertation des employeurs qui en résulte embarrassent quelque peu une partie des chefs d'entreprise. La solution qui est prônée pour faire rentrer dans le rang à la fois les employés et les petits employeurs est une récession planifiée. On reconnaît là le thème marxiste de l'armée industrielle de réserve, utilisée selon Marx pour freiner les revendications des travailleurs ayant un emploi et pour garder au licenciement sa valeur disciplinaire.

Keynes s'objecte de la façon la plus claire à la solution de la récession planifiée. Il est hors de question pour lui de lutter contre la semi-inflation par des politiques de réduction de la demande et de l'emploi, c'est-à-dire par des mesures *punitives*. Deux passages, datés de 1943, caractérisent de façon passablement identique le rejet par Keynes de ces mesures déflationnistes :

“Some people argue that a capitalist country is doomed to failure because it will be found impossible in conditions of full employment to prevent a progressive increase of wages. According to this view severe slumps and recurrent periods of unemployment have been hitherto the only effective means of holding efficiency wages within a reasonably stable range. Whether this is so remains to be seen” [JMK xxvi, p. 33].

“Some people over here are accustomed to argue that the fear of unemployment and the recurrent experience of it are the only means by which, in past practice, Trade Unions have been prevented from overdoing their wage-raising pressure. I hope this is not true... My own preliminary view is that more reasonable, less punitive measures must be found” [JMK xxvi, p. 36, 37-8].

Là-dessus, les opinions de Keynes n'ont pas changé au cours des vingt dernières années de sa vie. Dès 1925, dans *The Economic Consequences of Mr. Churchill* [JMK ix, chap. 5], Keynes s'était opposé à une politique déflationniste poursuivie par la Banque d'Angleterre, dont l'objectif était de diminuer les prix et les salaires monétaires afin d'ajuster ceux-ci à la valeur externe de la livre. La Banque d'Angleterre espérait y arriver en restreignant la masse monétaire et le crédit, et en fixant des taux d'intérêt élevés. Keynes s'y oppose car de telles politiques ne conduisent pas à la baisse « automatique » des prix et des salaires. Bien au contraire, ces politiques de restrictions monétaires ont, selon lui, pour objectif délibéré l'accroissement du chômage.

“The object of credit restriction... is to withdraw from employers the financial means to employ labour at the existing level of prices and wages. The policy can only attain its end by intensifying unemployment without limit, until the workers are ready to accept the necessary reduction of money wages under the pressure of hard facts. This is the so-called 'sound' policy... from which any humane or judicious person must shrink” [JMK ix, p. 218].

3(d) *Un Keynes impuissant ?*

Keynes avait-il lui-même une autre solution à proposer ? Quelle était cette politique « de confiance, simple et imaginative » qu'il voulait voir instaurer ? Malheureusement, il ne nous a pas laissé beaucoup d'indications sur ce point. Après la *Théorie générale*, Keynes ne propose aucune solution explicite. Pour celui-ci, le problème de l'inflation par les coûts (la semi-inflation) ne relève pas de l'économique, mais plutôt de la politique. Il l'affirme à plusieurs reprises : « Il est évident qu'une politique des salaires implique des considérations psychologiques et politiques de grande envergure » [JMK xxii, p. 223]. Il dit aussi : « La politique des salaires est un problème politique intérieur... La tâche de conserver raisonnablement stables les salaires par unité de production est un problème politique plutôt qu'économique » [JMK xxvi, p. 36, 38].

Le plus que l'on puisse dire, c'est que Keynes a posé les jalons d'une politique de revenus globale, en démontrant la nécessité d'un accord sur les salaires et les autres rémunérations. Ceci découle de l'importance que Keynes attache à l'inflation par les salaires, au fait que dans la *Théorie générale* le taux de salaire monétaire détermine toutes les valeurs monétaires (prix, revenus, etc.), et au fait qu'en 1925 Keynes avait explicitement proposé une telle politique [JMK ix, pp. 228-9]. En effet, pour

rencontrer l'objectif de la Banque d'Angleterre de diminuer les salaires et les prix de dix pour cent Keynes propose, plutôt qu'une politique monétaire restrictive créatrice de chômage, la signature d'un accord de diminution uniforme des salaires du même pourcentage entre le gouvernement et les syndicats. Keynes pense que les prix, les profits et les rentes diminueraient d'un pourcentage équivalent. Quant aux revenus fixes en intérêt, ils pourraient faire l'objet d'une taxe spéciale.

Keynes est très sceptique quant à la possibilité réelle, dans une économie non communiste, de faire appliquer sa politique de contrôle des revenus. Mais selon lui ces difficultés doivent être surmontées car l'alternative, la création délibérée du chômage, est inacceptable. Elle pourrait même conduire à la révolution si la population comprenait la véritable signification des politiques d'austérité. Il semble que Keynes n'ait guère cru qu'une politique de revenus efficace, en temps de paix, puisse se matérialiser. Seulement un an avant sa mort, le maître de Cambridge, n'avait de toute évidence aucune solution en vue.

"I expect that both of our countries incline to under-estimate the difficulty of stabilising incomes... One is also, simply because one knows no solution, inclined to turn a blind eye to the wages problem in a full employment economy" [JMK xxvii, p. 385].

4. LES ÉCONOMISTES CONTEMPORAINS, KEYNES ET L'INFLATION

Comme l'ont fait remarquer certains auteurs (en particulier Kaldor [1983]), Keynes n'a jamais réussi à se désengager complètement des théories (néo)classiques de son temps et c'est pourquoi il est relativement aisé de trouver dans la *Théorie générale* des passages qui inspirent à la fois les économistes désirant préserver le patrimoine théorique acquis et ceux qui rêvent de lui substituer de nouvelles lois économiques. Ceci explique à la fois, à mon avis, l'extraordinaire popularité qu'a connue la théorie keynésienne auprès des économistes orthodoxes, mais aussi l'incroyable débâcle qui a récemment été la sienne, comme nous allons tenter de l'expliquer.

4(a) *L'évolution de la théorie des prix orthodoxe*

Il est clair que Keynes s'est parfois fait l'apôtre du fameux diagramme de Samuelson avec la droite à 45 degrés, lequel mettait en scène, grâce aux écarts déflationniste et inflationniste, le chômage *ou* l'inflation. En 1942 en effet, Keynes écrivait : « Si nous manquons de débouchés pour le surplus [de ressources et de travailleurs] nous avons du chômage. Si, de l'autre côté, il y a une demande excessive, nous avons l'inflation » [JMK xxvii, p. 267]. Cependant, il est tout aussi clair que Keynes, économiste qui avait établi sa réputation grâce à ses écrits sur la monnaie, ne pouvait concevoir une économie concrète totalement exempte de varia-

tions de prix ou indépendante de celles-ci. Rétrospectivement, il est difficile de comprendre comment la croix de Samuelson a pu s'imposer aussi facilement.

Keynes lui-même avait écrit dans la *Théorie générale* que « l'augmentation de la demande effective se traduit, en règle générale, partie par l'augmentation de l'emploi et partie par la hausse des prix » [JMK vii, p. 296 ; v.f., p. 297]. Dans son *Introduction à la théorie de l'emploi*, les quelques pages que Mme Robinson [1948, pp. 47-51] consacre à l'inflation reprennent l'analyse de la *Théorie générale*. Abba Lerner, un autre propagandiste fameux de la théorie keynésienne, avertissait dès 1951 des dangers de la semi-inflation (ou inflation prématurée) lorsque l'économie s'approchait du plein emploi [1972, ch. 14]. Au moins dans l'esprit de ces keynésiens pionniers, la hausse de l'activité économique était inséparable de la possibilité de hausses de prix.

Plus tard, les économistes cherchant à situer l'analyse keynésienne dans un cadre walrassien voulurent faire du lien entre activité économique et taux d'inflation une conséquence d'une demande excessive sur le marché du travail. Dès lors, les partisans de la courbe de Phillips s'éloignaient des considérations d'ordre psychologique et politique avancées par Keynes. L'inflation de sous-emploi, *qui chez Keynes est une inflation par les coûts*, devenait une inflation *par la demande*. Cette dernière peut de façon générale, être définie comme une inflation qui serait due à un excès de demande, que ce soit sur le marché du travail ou le marché des biens. Il n'y a pas de grande différence entre ces deux approches. Ceci a d'ailleurs été reconnu implicitement par la majorité des économistes suite à l'abandon de la distinction entre inflation de « *cost-push* » et de « *demand-pull* ». Avec les modèles à la Phillips-Lipsey l'inflation est toujours le résultat d'une *rareté* relative : tantôt il s'agit des travailleurs, tantôt il s'agit des biens. Ainsi le traditionnel concept de rareté réintègre sa place dans l'analyse walrasso-keynésienne¹⁶.

Par la suite, les économistes orthodoxes ont voulu savoir d'où pouvait bien provenir la demande excédentaire. Les nouveaux défenseurs de la théorie quantitative, emmenés par Milton Friedman, avaient une réponse toute prête, s'appuyant sur l'ancienne dichotomie entre économie réelle et valeurs monétaires. De là à affirmer que la cause de la demande excessive était la croissance excessive du stock de monnaie il n'y avait qu'un pas, que les économistes du « *mainstream* » n'ont pas hésité à franchir. Les « keynésiens néo-classiques », selon l'expression de Leijonhufvud [1981, pp. 132 et 177], ont finalement dû se résoudre à accepter les modèles monétaristes et la plupart de leurs prescriptions afin de préserver le programme de recherche qu'ils s'étaient fixés.

16. Par contre, chez Keynes, l'inflation de sous-emploi n'est pas nécessairement due à une rareté accrue des travailleurs. Dans la *Théorie générale*, Keynes parle de points de discontinuité, de stratégies, de psychologie, de politique.

4(b) *Les conséquences du keynésianisme néo-classique*

Dès la mort de Keynes, si ce n'est avant, la majorité des keynésiens s'est donnée pour mission de réconcilier la nouvelle macroéconomie keynésienne aux fondements microéconomiques de la théorie traditionnelle. Graduellement, la macroéconomie est devenue de plus en plus ancrée dans le concept d'optimisation, lié à la maximisation de l'utilité ou du profit et aux marchés de concurrence. Ce faisant, il a fallu introduire de nouvelles fonctions de consommation et d'investissement, toujours plus néowalrassiennes, et même la traditionnelle fonction de production. Éventuellement, les keynésiens néo-classiques ont admis que le chômage résultait de la rigidité des salaires nominaux, donc d'un taux de salaire réel trop élevé, ce qui constituait un retour à la théorie pré-keynésienne.

Pressés par les monétaristes, lesquels semblaient plus déterminés à pousser jusqu'à ses limites le programme de recherche de la théorie dominante, les keynésiens néo-classiques ont incorporé dans leurs modèles les formulations qui avaient été nouvellement introduites par les monétaristes dans les années soixante [Lucas 1981, pp. 560-1]. Les monétaristes, pour se désolidariser des plus radicaux des leurs (les partisans des anticipations rationnelles et des marchés qui se vident continuellement grâce aux prix), ont aussi mis de l'eau dans leur vin, si bien qu'aujourd'hui il est presque impossible de distinguer sur le plan théorique un monétariste d'un keynésien néo-classique. Nous serions tous monétaristes et keynésiens [Ascah 1984]. Ce point avait été initialement concédé par Modigliani [1977]. Il semble maintenant faire l'objet d'un tel consensus que Cobham [1984, p. 27] n'hésite pas à affirmer que les macroéconomistes doivent être divisés en trois groupes : les keynésiens cambridgiens (ou post-keynésiens), les partisans des anticipations rationnelles et des marchés qui se vident instantanément grâce aux prix, et au centre les keynésiens monétaristes.

Arjo Klamer [1984] a demandé aux keynésiens les plus connus ce qui constituait l'essence de la *théorie* keynésienne. Tobin a répondu que c'était la conviction qu'il existe des défaillances macroéconomiques de la main invisible et que le gouvernement peut y remédier [p. 101]. Pour Alan Blinder [p. 158] et Modigliani [p. 121], ce sont les rigidités nominales. Solow a répondu qu'il ne voyait aucune distinction entre Friedman et un keynésien éclectique [p. 135]. Il n'y a donc, sur ce plan, aucune différence *significative* entre keynésiens néo-classiques et monétaristes. Si leurs recommandations de politique économique (parfois) diffèrent, c'est parce que les uns attachent plus d'importance que les autres aux imperfections ou aux rigidités des marchés [Eatwell et Milgate 1983, ch. 1 et 15].

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la dernière ligne de défense étanche pour les keynésiens néo-classiques contre l'hégémonie monétariste semble être de se plonger encore plus profondément dans les fonde-

ments néowalrassiens. Les spécialistes de la théorie de l'équilibre général peuvent en effet montrer que le modèle walrassien dont se réclament les monétaristes est un modèle d'équilibre général extrêmement simplifié, « qui se comporte correctement », et dont toutes les anomalies (équilibres multiples, etc.) ont été extirpées [Hahn 1980]. Mais ces modèles d'équilibre général, où ces anomalies sont étudiées, sont d'un piètre secours pour l'analyse macroéconomique en raison même de leur complexité.

Quant à l'autre ligne de défense généralement soutenue par les keynésiens néo-classiques, la théorie dite du déséquilibre ou des équilibres à prix fixes, elle est aussi fondée sur des imperfections et des particularités. Bertram Schefold [1983, pp. 241-4] a d'ailleurs démontré que l'état de chômage *classique* dû au taux de salaire réel trop élevé, étudié par Malinvaud [1980], disparaît dès lors qu'on incorpore dans son modèle l'hypothèse de coûts moyens décroissants et de coûts marginaux constants (plutôt que les habituels rendements décroissants). De plus, on ne sait trop vers quelle cible cette ligne de défense est tournée. Proches de nous, des économistes qu'on croyait keynésiens (Raynauld [1984], Tremblay [1984]) utilisent maintenant les travaux de Malinvaud sur les chômages classique et keynésien pour rejeter des politiques de relance de la demande et prôner la baisse des salaires réels, politiques que ne désavoueraient pas les économistes monétaristes, ni même Hayek.

Ce qui précède aide peut-être à comprendre pourquoi le keynésianisme a perdu la place qui était la sienne. Il s'est laissé déborder sur son propre programme de recherche par la cohérence logique fascinante des monétaristes et des « nouveaux classiques »¹⁷. En ce sens, la conséquence du keynésianisme néoclassique c'est la récession actuelle. Elle est le résultat de l'abdication des keynésiens néoclassiques (majoritaires) face aux politiques d'austérité prônées par la minorité monétariste et ses alliés hayékiens. La récession a été sciemment orchestrée pour abattre le « fléau » de l'inflation. Nous en sommes revenus aux politiques pré-keynésiennes, celles que, pensait Keynes [JMK xxvi, p. 32], politiciens et économistes avaient définitivement abandonnées.

Comment en sommes-nous arrivés là¹⁸? Pour les keynésiens cambridgiens et des économistes comme Leijonhufvud [1981, p. 179], la réponse

17. Cette fascination s'exerce principalement sur les jeunes et brillants finissants de doctorat, comme le révèlent plusieurs des entrevues réalisées par Klammer [1984] auprès des plus connus des keynésiens et des nouveaux classiques.

18. Il existe une autre réponse à cette question. Les prétentions des keynésiens des années soixante-dix étaient trop grandes. Ils affirmaient pouvoir tout stabiliser avec les politiques macroéconomiques habituelles. La citation qui suit n'est qu'un exemple.

« Il faut faire preuve d'une singulière suffisance historique, ou simplement d'incompétence professionnelle, pour affirmer sans nuances que la stagflation récente est un problème nouveau en Occident et que les outils traditionnels de la science économique sont impuissants à la comprendre. Le remède à la stagflation... : il s'agit simplement d'orienter la politique monétaire vers la stabilisation des prix intérieurs ou du taux de change, et la politique fiscale vers la réalisation du plein emploi » [Fortin 1978, p. 56].

est très claire. Face aux défis des monétaristes, les économistes orthodoxes n'ont pas porté la bataille sur le bon terrain. Ces derniers ont complètement omis les arguments fondés sur les causalités strictement macroéconomiques, en particulier la relation investissement/épargne et la relation revenu/monnaie. Au contraire, les keynésiens néo-classiques ont tenté d'expliquer simultanément l'emploi et l'inflation par des considérations d'ordre microéconomique¹⁹.

4(c) *Une théorie de l'inflation post-keynésienne*

Tout en reconnaissant que les théories de l'inflation proposées par les keynésiens néo-classiques ont des liens de parenté très étroits avec le Keynes de la *Théorie générale*, il n'en reste pas moins que l'inflation dont discutent ces économistes ne constitue pour Keynes qu'un problème facile à résoudre (c'est le cas de l'inflation véritable) ou qu'une proposition théorique dont la validité dépend de l'existence de la concurrence pure et de coûts marginaux croissants. En marge de l'orthodoxie, il s'est développé une science économique reprenant l'analyse de la semi-inflation par les coûts : il s'agit de l'économie dite post-keynésienne. Celle-ci reconnaît qu'il existe deux secteurs dans l'économie : un premier secteur, surtout primaire et concurrentiel, qui répond aux conditions des coûts marginaux croissants ; un second secteur, industriel et oligopolistique, où les prix sont administrés et où, les entreprises disposant de vastes réserves de capacité, les coûts marginaux sont constants (Kaldor [1976], Eichner [1976, p. 32]; Galbraith [1952, p. 23], Sylos-Labini [1982]). De l'existence du premier secteur, des auteurs tels que Weintraub [1961, p. 35] ont tiré une courbe d'offre globale à rendements décroissants à la Keynes. De l'existence du second secteur, des auteurs comme Hicks [1976] et Harrod [1972] ont établi qu'une reprise de l'activité économique pouvait favoriser une baisse des prix, comme l'avait admis Keynes dans son article de mars 1939 de l'*Economic Journal*. Par contre, d'autres auteurs post-keynésiens ont fait remarquer qu'une reprise accompagnée d'un taux d'investissement planifié plus élevé devait entraîner des marges de profit et donc des prix plus élevés (Eichner [1976, chap. 3]; Kaldor [1956]), ce coût d'usage dynamisé constituant une contre-tendance aux coûts marginaux constants et aux coûts moyens décroissants.

19. Selon Eatwell et Milgate [1983, ch. 1], les économistes devraient procéder comme le propose Keynes : « La division correcte, à notre avis, range d'un côté la théorie de l'Entreprise ou de l'Industrie individuelle ainsi que des rémunérations et de la répartition entre les différents usages d'une quantité *donnée* de ressources et de l'autre la Théorie de la Production et de l'Emploi *dans leur ensemble* » [JMK vii, p. 293; v.f., p. 294]. Eatwell et Milgate affirment que l'utilisation de la théorie de l'emploi néo-classique est illicite puisqu'elle est inséparable de sa théorie de la valeur. Or la controverse du capital a montré que la version macroéconomique de la théorie des prix néo-classique n'était valable que dans un cas très particulier.

Les principaux éléments identifiés par Keynes dans son analyse des salaires et des prix se retrouvent chez les auteurs post-keynésiens. Comme Keynes, les auteurs post-keynésiens (par exemple Weintraub [1961, ch. 3], mais aussi des keynésiens «éclectiques» comme Dornbusch *et al.* [1983, ch. 11] aiment simplifier en supposant que les hausses de prix sont proportionnelles aux hausses de salaire, même si ce n'est pas nécessairement vrai à court terme. Cette insistance sur la relation directe salaires/prix a d'ailleurs conduit les post-keynésiens à identifier les salaires comme la variable cruciale dans le processus inflationniste, comme l'avait fait Keynes pour le terme long. Plus précisément, la généralisation des luttes pour le partage du revenu national à la répartition du revenu entre salariés a amené certains post-keynésiens à parler de spirale salaire/salaire [Wood 1978, p. 20]. Celle-ci serait l'équivalent de la semi-inflation de Keynes. Elle serait due au manque de consensus social quant à la structure salariale *équitable* (Hicks [1974, p. 71], Goldthorpe [1978]), l'équité étant mesurée par le salaire relatif d'un groupe social (ou d'un groupement syndical) par rapport à son statut hiérarchique et par le taux d'accroissement du pouvoir d'achat dans le passé. La prétendue illusion monétaire des travailleurs est causée par la comparaison incessante des revenus relatifs et par le « rattrapage » interminable qui s'ensuit. Les prix étant déterminés par les coûts, en particulier les coûts en salaires, la spirale salaire/salaire entraîne une hausse continue des prix. La spirale inflationniste est d'autant plus étourdissante que les divers secteurs de l'économie connaissent des taux de progrès technique différents. Comme Keynes l'affirmait lorsqu'il se départissait des postulats (néo)classiques, les travailleurs ne sont pas tous rémunérés en fonction de leur productivité mais en fonction de leurs unités d'efforts (heures de travail)²⁰. Ceci découle du principe d'équité: tous y compris les employés du secteur public, veulent bénéficier de la hausse de pouvoir d'achat engendré par le progrès technique, même si leur secteur n'y a aucunement contribué (Hicks [1974, p. 71], Scitovsky [1978, p. 226]). C'est la fameuse inflation de productivité.

La théorie post-keynésienne de l'inflation est très proche des diverses théories institutionnelles du marché du travail qui ont connu leur apogée dans les années cinquante, avant l'introduction de la courbe de Phillips²¹. La structure des institutions et les mécanismes de fonctionnement de celles-ci constituent donc le coeur de l'explication de l'inflation. Or un changement institutionnel absolument fondamental est survenu à la fin des années quarante: les gouvernements des différents pays industrialisés ont mis en place des politiques dont l'objectif était la permanence du

20. C'est là l'une des implications des modèles à la Sraffa, tel celui de Pasinetti [1981].

21. Sur celles-ci, voir les excellentes études critiques de J. Addison et J. Burton [1977; 1984].

plein emploi. Au début, les différents partenaires sociaux, en particulier les syndicats, n'ont pas réalisé les changements sociaux qu'impliquait une politique de plein emploi [Balogh 1982, pp. 150-1]. Les craintes de Keynes ont alors semblé non fondées. Mais ceci fut de courte durée. Les chefs syndicaux et les chefs d'entreprise ont progressivement adapté leur comportement à la nouvelle réalité politique. Pour ce qui est des syndicalistes, il est facile de comprendre, comme le dit Kregel [1979a, p. 235 n. 58], pourquoi ces derniers peuvent se permettre de poser des demandes salariales déraisonnables. C'est qu'ils savent que le gouvernement devra créer les liquidités monétaires requises par les entreprises pour financer leur capital circulant s'il tient à respecter ses engagements quant au plein emploi. Restreindre le crédit provoquerait des banqueroutes et des mises à pied.

On peut sans doute se demander pourquoi les gestionnaires d'entreprise acceptent, eux, d'accorder des augmentations de salaire déraisonnables. En situation de plein emploi, ou en période d'expansion, il est clair que les gestionnaires redoutent les conflits de travail, puisque les grèves ou les fermetures d'usine leur feraient perdre des commandes. À long terme ceci pourrait se traduire par une très coûteuse baisse de leur part du marché [Kaldor 1959, p. 294]. Au contraire, lorsque l'économie stagne, une grève peut être avantageuse pour les employeurs puisqu'elle permet, sans compensation spéciale, de ramener la production au niveau des ventes. En définitive, ce sont les variations du niveau de production liées à celles de la demande effective, ou plus exactement les variations des profits industriels, qui règlent les changements du taux de salaire monétaire [Kaldor 1959, p. 293; 1976, p. 706]. Il suit que les pressions inflationnistes n'ont généralement rien à voir avec une quelconque rareté du facteur travail (Kahn [1972, pp. 142-4], Kaldor [1964, pp. 143-4]).

Dès lors, on pourrait croire que l'inflation par les coûts (salariaux) n'est possible que dans les phases d'expansion, du moins si l'on fait abstraction des délais dans l'ajustement des attentes inflationnistes. L'expérience récente démontre que tel n'est pas nécessairement le cas. Ce n'est pas l'existence du plein emploi qui permet la semi-inflation. C'est plutôt la conviction, pour les entreprises, que les hausses de prix consécutives aux hausses de rémunération des facteurs de production pourront être absorbées par les consommateurs. Cette conviction est indéniablement plus forte dans un monde oligopolistique où le gouvernement a promis de préserver ou de viser le plein emploi. Tant que cette conviction perdure, les entreprises seront prêtes à consentir à leurs employés les hausses qui sont jugées acceptables dans les secteurs moteurs de l'économie. D'un point de vue macroéconomique, ce comportement est tout à fait rationnel puisque la hausse des salaires engendre elle-même la hausse du pouvoir d'achat qui permet aux entreprises, prises dans leur ensemble, d'absorber les hausses de coûts par des hausses de prix, sans

dommage pour la demande²². Tant que le gouvernement semble se refuser à adopter des politiques d'austérité, c'est-à-dire tant qu'il donne la priorité à l'emploi, les gestionnaires ne font guère d'efforts pour restreindre les exigences de leurs employés, ou les leurs propres en l'occurrence (Galbraith [1952, p. 66], Scitovsky [1978, p. 224]).

5. CONCLUSION

Comme Keynes, les post-keynésiens reconnaissent que la semi-inflation, ou inflation de sous-emploi, est la plus difficile de toutes à traiter [Kaldor 1964, p. 144]. Aux incertitudes de Keynes concernant la politique à adopter ont succédé les dissensions entre post-keynésiens. Pour les uns, un système de contrôle des revenus par le jeu de pénalités ou de crédits fiscaux est suffisant pour juguler l'inflation. Ce système repose sur le principe de la libre négociation collective et la foi dans les mécanismes de marché. Il a été présenté par Lerner [1972, p. 255] et surtout Weintraub [1978]. Pour les autres, par exemple Balogh [1982, pp. 152-3] et Cornwall [1983, 2ème partie], la politique de plein emploi et la négociation collective libre sont incompatibles. Non seulement, l'État doit-il socialiser l'investissement, comme le pensait Keynes [JMK vii, p. 378 ; JMK xxi, p. 438], mais de plus l'État doit contrôler les revenus (les salaires) et par ricochet les prix, et ceci de façon permanente (Eichner [1976, Chap. 9], Kahn [1972, p. 144])²³. Ce faisant, l'État fixe la répartition du revenu et il consacre les canons de l'équité fondés sur la tradition existante.

Naturellement, l'intervention de l'État et les politiques de revenus ne connaissent pas toujours les succès espérés, comme le démontrent les expériences européennes, et elles provoquent des distorsions et des coûts

22. À partir du moment où l'on postule que les entreprises ont le pouvoir de fixer les prix, on ne voit pas ce qui les empêcherait d'aller au-delà des revendications salariales en augmentant les prix plus rapidement que les rémunérations consenties, surtout si le gouvernement s'est engagé à garantir le plein emploi, par l'expansion de ses dépenses publiques si nécessaire. Même si les entreprises fixent leurs prix selon leurs coûts de production (en y incorporant toujours le même taux de profit sur le capital), ces prix peuvent varier grandement en raison de l'existence des provisions financières pour amortissement. La valeur de celles-ci « est en partie conventionnelle et psychologique » [JMK vii, p. 58 ; v.f., p. 78]. En augmentant ce que Keynes appelle le *coût d'usage* (ou parfois le *coût supplémentaire*), les entreprises espèrent récupérer les pertes subies suite à des méventes ou suite à une désuétude imprévue de leur équipement. Ce faisant, les entreprises diminuent le salaire réel des travailleurs en augmentant leur marge de profit brut. La hausse de l'indice des prix et la baisse du pouvoir d'achat des ménages entraînent la baisse de la demande effective et la stagnation de l'économie en même temps qu'elles justifient des revendications salariales inflationnistes [Poulon 1982, pp. 441-3]. On a bien là une inflation de sous-emploi.

23. « Pour atteindre le plein emploi, une politique salariale est toute aussi importante qu'une politique d'investissement ; ni l'une ni l'autre ne peut réussir seule ou être laissée au marché » [Kregel 1979a, p. 237]. On peut en lire la démonstration dans l'article de Mario Seccareccia [1984].

économiques. Mais comme le rappelle Pierre Fortin [1984, p. 12], pour une réduction à peu près équivalente du taux d'inflation, ces coûts ont été approximativement cent fois moindres lorsque le gouvernement canadien a choisi la voie des contrôles par la Commission de lutte contre l'inflation (1975-1978) que lorsqu'il a choisi la voie de l'austérité punitive (1981-1984). Ces politiques d'austérité monétaires (ou fiscales) proposées par les monétaristes sont absurdes puisqu'elles ne s'attaquent pas aux véritables causes de l'inflation. Comme l'affirmait Keynes, deux ans seulement après avoir rédigé sa très monétariste *Réforme monétaire*, des politiques de restrictions (monétaires ou autres) ne réduisent pas les prix et les salaires directement ou automatiquement; si elles le font c'est par la crainte des grèves et des lockouts et par la création d'un chômage économiquement et socialement coûteux [JMK ix, p. 220]²⁴. Sur cet aspect pratique, une partie au moins des keynésiens néo-classiques s'accordent avec les post-keynésiens pour rejeter le gradualisme monétariste et l'austérité punitive²⁵.

Le mystère de savoir pourquoi le gouvernement canadien a résolu de ne pas répéter en 1981 l'expérience des contrôles de 1975 est rapidement résolu si l'on fait appel à la théorie post-keynésienne de l'inflation. C'est que les politiques de prix et revenus restreignent principalement ceux qui détiennent le pouvoir, c'est-à-dire les grandes centrales syndicales et les grandes entreprises. Ce sont ces organisations qui ont finalement obtenu en 1978 le démantèlement de la Commission de lutte contre l'inflation, au moment même où, paradoxalement, la majorité des Canadiens donnait son appui le plus grand au programme des contrôles [Commission 1984]. D'un autre côté, ce sont les petites et moyennes entreprises, et leurs employés, qui ont été les plus affectés par la récession récente.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDISON, JOHN et JOHN BURTON (1977), « The Institutional Analysis of Wage Inflation: A Critical Appraisal », *Research in Labour Economics*, #1.
- ADDISON, JOHN et JOHN BURTON (1984), « The Sociopolitical Analysis of Inflation », *Review of World Economics*, #1.

24. Sur les coûts sociaux du chômage, voir le livre de Diane Bellemare et Lise Poulin [1983, ch. 4].

25. Si les économistes post-keynésiens hésitent sur la politique à adopter, il est clair que certains keynésiens néo-classiques ne savent plus à quelle théorie se vouer. Un récent article de Richard Lipsey [1984] en est un exemple révélateur. Lipsey *espère* que l'inflation est due à des imperfections du marché, mais il semble *croire* que l'expérience va démontrer que les thèses post-keynésiennes sont fondées. Partisan du libre marché, le keynésien Lipsey en est réduit à recommander des récessions planifiées.

- ASCAH, LOUIS (1984) « Sommes-nous tous des néo-keynésiens à la Friedman-Phelps-Lucas maintenant? », *L'Actualité Économique*, mars.
- BALOGH, THOMAS (1982), *The Irrelevance of Conventional Economics*, Live-right, New York.
- BELLEMARE, DIANE et LISE POULIN (1983), *Le plein emploi: pourquoi?*, Presses de l'Université du Québec, Montréal.
- COBHAM, DAVID (1984), « La macroéconomie en Grande-Bretagne: une atténuation des divergences entre monétaristes et keynésiens », *Problèmes Économiques*, #1900, 28 novembre.
- COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION (1979), *Historique de la Commission de lutte contre l'inflation*, Gouvernement du Canada, Hull.
- CORNWALL, JOHN (1983), *The Conditions for Economic Recovery*, Martin Robertson, Oxford.
- DORNBUSCH, RUDIGER *et al.* (1983), *Macroéconomie*, McGraw-Hill, Montréal.
- EATWELL, JOHN et MURRAY MILGATE (édit.) (1983), *Keynes's Economics and the Theory of Value and Distribution*, Oxford University Press, New York.
- EICHNER, ALFRED S. (1976), *The Megacorp and Oligopoly*, Cambridge University Press, New York.
- FORTIN, PIERRE (1978), « L'accélération inflationniste et la stagflation récentes en Amérique du Nord: caractéristiques, causes et remèdes », *Revue d'Économie Politique*, janvier-février.
- FORTIN, PIERRE (1984), « The Great Recession of 1981-82 in Canada: How Did We Get In? How Can We Get Out? », *Cahier de recherche #84-07*, Département d'économie, Université Laval, 38 p.
- FRIEDMAN, MILTON (1977), « Nobel Lecture: Inflation and Unemployment », *Journal of Political Economy*, juin.
- GALBRAITH, JOHN KENNETH (1952), *A Theory of Price Control*, Harvard University Press, Cambridge.
- GOLDTHORPE, JOHN H. (1978), « The Current Inflation: Towards a Sociological Account », in Fred Hirsch et Goldthorpe (édit.), *The Political Economy of Inflation*, Harvard University Press, Cambridge.
- HAHN, FRANK H. (1980), « Monetarism and Economic Theory », *Economica*, février.
- HALL, R.L. et C.J. HITCH (1939), « Price Theory and Business Behaviour », *Oxford Economic Papers*, mai.
- HARROD, ROY F. (1972), « Imperfect Competition, Aggregate Demand and Inflation », *Economic Journal*, mars.
- HAYEK, FRIEDRICH A. (1948), « Le plein emploi », *Économie Appliquée*, #2.
- HICKS, JOHN (1974), *The Crisis in Keynesian Economics*, Basil Blackwell, Oxford.

- HICKS, JOHN (1976), « Must Stimulating Demand Stimulate Inflation », *Economic Record*, décembre.
- HUTCHINSON, T.W. (1977), *Keynes v. the Keynesians... ?*, Institute of Economic Affairs, Londres.
- KAHN, RICHARD (1931), « The Relation of Home Investment to Unemployment », *Economic Journal*, juin. Repris dans Kahn (1972).
- KAHN, RICHARD (1972), « Memorandum of Evidence Submitted to the Radcliffe Committee », in *Selected Essays on Employment and Growth*, Cambridge University Press, Cambridge.
- KAHN, RICHARD (1977), « Critique of the General Argument: A Comment », in T.W. Hutchinson.
- KAHN, RICHARD (1978), « Some Aspects of the Development of Keynes's Thought », *Journal of Economic Literature*, juin.
- KALDOR, NICHOLAS (1956), « Alternative Theories of Distribution », *Review of Economic Studies*, mars.
- KALDOR, NICHOLAS (1959), « Economic Growth and the Problem of Inflation, Part II », *Economica*, novembre.
- KALDOR, NICHOLAS (1964), « Monetary Policy, Economic Stability and Growth » in *Essays on Economic Policy*, vol. 1, Duckworth, Londres.
- KALDOR, NICHOLAS (1976), « Inflation and Recession in the World Economy », *Economic Journal*, décembre.
- KALDOR, NICHOLAS (1983), *Limitations of the 'General Theory'*, The British Academy, Londres.
- KALECKI, MICHAL (1938), « The Distribution of the National Income », in *Essays in the Theory of Economic Fluctuations*, Allen and Unwin, Londres.
- KALECKI, MICHAL (1943), « Political Aspects of Full Employment », *Political Quarterly*, #4.
- KEYNES, JOHN MAYNARD, *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Macmillan and Cambridge University Press for the Royal Economic Society, Cambridge.
- Vol. IV : *A Tract on Monetary Reform* (1923), 1971. Traduction : *La réforme monétaire*, Sagittaire, Paris, 1924.
- Vol. V : *A Treatise on Money* (1930), tome 1, 1971.
- Vol. VII : *The General Theory of Employment, Interest and Money* (1936), 1973. Traduction : *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, Paris, 1975.
- Vol. IX : *Essays in Persuasion*, 1972.
- Vol. XIII : *The General Theory and After: Part I: Preparation*, 1973.
- Vol. XIV : *The General Theory and After: Part II: Defence and Development*, 1973.

- Vol. XX: *Activities 1929-31: Rethinking Employment and Unemployment Policies*, 1980.
- Vol. XXI: *Activities 1931-9: World Crisis and Policies in Britain and America*, 1982.
- Vol. XXII: *Activities 1939-45: Internal War Finance*, 1978.
- Vol. XXVI: *Activities 1941-1946: Shaping the Post-War World: Breton Woods and Reparations*, 1980.
- Vol. XXVII: *Activities 1940-6: Shaping the Post-War World: Employment and Commodities*, 1980.
- Vol. XXIX: *The General Theory and After: A Supplement*, 1979.
- KLAMER, ARJO (1984), *Conversations with Economists*, Rowman and Allanheld, New Jersey.
- KREGEL, JAN A. (1979), « A Keynesian Approach to Inflation Theory and Policy », in David F. Heathfield (édit.), *Perspectives on Inflation: Models and Policies*, Longman, Londres.
- KREGEL, JAN A. (1979a), « From Post-Keynes to Pre-Keynes », *Social Research*, été.
- KREGEL, JAN A. (1980), « Markets and Institutions as Features of a Capitalist Production System », *Journal of Post Keynesian Economics*, automne.
- LEIJONHUFVUD, AXEL (1981), *Information and Coordination: Essays in Macroeconomic Theory*, Oxford University Press, New York.
- LEONTIEF, WASSILY (1936), « The Fundamental Assumption of Mr. Keynes Monetary Theory of Unemployment », *Quarterly Journal of Economics*, novembre.
- LERNER, ABBA P. (1972), *Economie de l'emploi*, Sirey, Paris. Version anglaise: 1951.
- LIPSEY, RICHARD (1984), « After Monetarism », in John Cornwall (édit.), *After Stagflation: Alternatives to Economic Decline*, Basil Blackwell, Oxford.
- LUCAS, R.E. (1981), « Tobin and Monetarism: A Review Article », *Journal of Economic Literature*, juin.
- MALINVAUD, EDMOND (1980), *Réexamen de la théorie du chômage*, Calmann-Lévy, Paris.
- MODIGLIANI, FRANCO (1977), « The Monetarist Controversy or, Should We Forsake Stabilization Policies », *American Economic Review*, mars.
- NELL, EDWARD J. (1978), « The Simple Theory of Effective Demand », *Intermountain Economic Review*, automne.
- PARGUEZ, ALAIN (1981), « Ordre social, monnaie et régulation », *Économie Appliquée*, #2-3.
- PASINETTI, LUIGI L. (1981), *Structural Change and Economic Growth*, Cambridge University Press, Cambridge.

- POULON, FRÉDÉRIC (1982), *Économie générale*, Dunod, Paris.
- RAYNAULD, ANDRÉ (1984), « La politique fiscale et le chômage », *L'Actualité Économique*, décembre.
- ROBINSON, JOAN (1948), *Introduction à la théorie de l'emploi*, Presses Universitaires de France, Paris. Version anglaise : 1937.
- SAMUELSON, PAUL (1962), « Parable and Realism in Capital Theory: The Surrogate Production Function », *Review of Economic Studies*, juin.
- SCHEFOLD, BERTRAM (1983), « Kahn on Malinvaud », in Eatwell et Milgate (1983).
- SCITOVSKY, TIBOR (1978), « Market Power and Inflation », *Economica*, août.
- SECCARECCIA, MARIO (1984), « The Fundamental Macroeconomic Link Between Investment Activity, the Structure of Employment and Price Changes: A Theoretical and Empirical Analysis », *Économies et Sociétés*, avril.
- SRAFFA, PIERO (1926), « The Laws of Return Under Competitive Conditions », *Economic Journal*, décembre.
- SYLOS-LABINI, PAOLO (1982), « Rigid Prices, Flexible Prices and Inflation », *Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, mars.
- TREMBLAY, RODRIGUE (1984), « Les causes structurelles du chômage actuel », *L'Actualité Économique*, décembre.
- WEINTRAUB, SIDNEY (1961), *Classical Keynesianism, Monetary Policy and the Price Level*, Chilton, Philadelphie.
- WEINTRAUB, SIDNEY (1978), *Capitalism's Inflation and Unemployment Crisis*, Addison-Wesley, Reading.
- WOOD, ADRIAN (1978), *A Theory of Pay*, Cambridge University Press, Cambridge.